



Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques

Section de la Mayenne

rue de Cambrai 53000 LAVAL

fo.ddfip53@dgifip.finances.gouv.fr

Web : <https://www.fo-dgifip-sd.fr/053/>

CSAL du 31 mai 2023 : liminaire

Madame la Présidente,

Le 19 janvier 2023 marque le début d'une très large mobilisation des Français s'opposant de manière résolue pour exiger le retrait de la réforme des retraites. Le président de la République et son gouvernement, enfermés dans leur tour d'ivoire refusent d'entendre la voix du peuple, usant de tous les artifices pour refuser le nécessaire dialogue social.

Dans plusieurs courriers adressés au Directeur Général, il a été demandé par l'intersyndicale nationale un étalement des retenues pour fait de grève, sans aucune réponse de sa part à ce jour, c'est dire tout le mépris affiché par notre Direction Générale envers les personnels qui luttent pour le maintien de leurs droits, chèrement acquis au fil des décennies par nos aînés.

Nous constatons à la DGFIP depuis de nombreuses années, et ici même, dans cette instance, le même mépris à ne jamais prendre en compte les avis souvent unanimes des représentants des personnels sur de nombreux sujets, à commencer par les restructurations et les suppressions d'emplois.

Il ne faut alors pas s'étonner que le dialogue social soit de moins en moins constructif dans notre administration. Le nom de cette instance a changé mais la politique de casse de Bercy demeure constante ! Cette nouvelle instance, le CSAL, risque bien de s'apparenter, comme la précédente : le CTL, à une simple chambre d'enregistrement, où nos avis ne seront pratiquement jamais pris en compte... Nous avons souvent la curieuse sensation de servir de caution morale à la destruction de la DGFIP et cette situation est inacceptable !

Car, il est nécessaire de le rappeler, que la loi du 6 août 2019, dite de transformation publique, qui s'apparente plutôt à une destruction de la Fonction publique, semble vouloir effacer, en détruisant le nom d'origine, le rôle de ces instances pourtant essentielles qu'étaient le CTL et le CHSCT.

F.O.-DGFIP, continue de revendiquer, avec sa fédération, l'ouverture d'un véritable BERCY des Finances :

- pour en finir avec les suppressions d'emploi,
- pour conforter le service public économique et financier, ses missions et ses implantations,
- pour un plan de qualification ministériel améliorant les promotions internes et le déroulement de carrière,
- pour l'égalité professionnelle concrète et la fin des mobilités forcées pour les agents promus de C en B,
- pour une action sociale de haut niveau,
- pour une politique de santé, d'hygiène et de sécurité au travail avec un budget dédié



Concernant plus spécifiquement cette réunion et les différents points à l'ordre du jour, nous vous interpellons à nouveau sur la situation difficile de nombreux services. Les problèmes d'effectifs et d'organisation doivent cesser au plus vite.

Plusieurs services sont dans la tourmente, à titre d'exemple nous vous citerons le SDIF avec notamment la mise en place de GMBI et ses conséquences pour les personnels : nombreux dysfonctionnements applicatifs avec la mise en place de GesLoc et de ses 3 modules (Surf, Evaloc, Gestion TU), masse de mails impressionnantes via e-contacts à traiter suite au courriel adressé aux propriétaires par la Direction Générale.

Cette situation engendre inévitablement des crispations avec les usagers tant à nos guichets qu'au téléphone, ce qui discrédite nos services et les personnels !

Beaucoup de services vont connaître d'ici à cet été ou connaissent déjà de nombreux départs en retraite et les inquiétudes sont grandes quant à vos capacités réelles à pourvoir tous ces emplois vacants à l'issue du mouvement de mutations du 1er septembre. Les calibrages en emplois sont insuffisants, notamment après des années de coupes franches dans nos effectifs, le compte n'y est pas Mme La Présidente et vous le savez pertinemment !

Pouvez-vous ici vous engager formellement à ce que tous les postes vacants au 1er septembre soient réellement pourvus ?

Toutes nos missions sont désormais impactées : toujours plus de stress pour les collègues de tout grade, une charge de travail qui augmente, un accueil toujours plus virtuel, une industrialisation accrue de toutes nos tâches quotidiennes (merci le NRP), des services fiscaux de plus en plus pilotés par le numérique et l'intelligence artificielle, des managers en difficulté avec un management souvent hors-sol qui n'améliore pas la vie des services. Et votre ambition est "d'embarquer vos équipes" comme le stipule le diaporama destiné aux cadres dans les formations aux managers faites ces dernières semaines, on finit par friser le ridicule, car à défaut de nous embarquer, les personnels de la DGFIP sont surtout en train d'écluser et de ramer à contre-courant pour ne pas sombrer trop vite ! Cette obsession à vouloir automatiser toujours plus nos process se fait souvent au détriment de la qualité du service offert aux usagers.

La DGFIP ne tient que grâce à la conscience professionnelle de vos équipes et à leur implication quotidienne mais les personnels s'épuisent, la démotivation et la résignation se font de plus en plus présentes dans les esprits !

Le réseau de la DGFIP n'existe plus ; ne subsistent que des services hypertrophiés ou le travail a de moins en moins de sens et dans lesquels les agents éprouvent de plus en plus de difficultés à exercer leur métier. Pire encore, certains sont contraints par l'administration à muter. Des trajets domicile-travail plus longs quand le prix des carburants est au plus haut, que les traitements n'augmentent pas et que l'État vante à tout prix l'écologie. Nous atteignons des sommets dans l'absurdité !

Jamais les agents de la DGFIP ne se sont sentis aussi mal et ce n'est pas faute d'avoir alerté, de vous avoir alerté.

Il est toujours imposé plus aux agents, on leur demande l'exemplarité mais l'Administration leur renvoie mépris et dédain. La seule véritable richesse de la DGFIP est l'attachement au service public, l'investissement et l'engagement permanents de ses personnels, leur conscience professionnelle, bien au-delà de leurs obligations, au-delà de leur santé, au-delà même du raisonnable, avec quelques fois des conséquences lourdes. C'est uniquement grâce à eux que la maison tient ! Et cela fait près de deux ans que nous demandons la reconnaissance de cet engagement en termes de promotions et de revalorisation du régime indemnitaire. Il ne suffit pas d'inviter les contribuables à faire vivre le service public dont le Ministre dit lui-même qu'il est celui qui permet de faire vivre tous les autres, ou de leur adresser à intervalles réguliers des félicitations quelques fois surjouées.

Ce qui semble avoir échappé au Directeur général c'est l'urgence ! Même si cela peut paraître contre-intuitif et s'il est des situations sociales plus alarmantes encore, parmi les millions de Français qui doivent en ce moment se serrer la ceinture et même parmi ceux qui doivent parfois se priver d'un repas par jour, il y a des agents de la DGFIP.

OUI, IL Y A URGENCE !

C'EST
POUR **VOUS**
QU'ON SE BAT !

FO
DGFIP
LA
FORCE
DU
COLLECTIF !